# Aujourd'hui comme hier et demain, Travailleurs Français Immigrés même patron, même combat !

*Ce 1er mai 2017, **journée de la solidarité internationale des travailleurs,un peu spéciale en France, entre les deux tours des élections**, nous, **RESF65** voulons exprimer au futur gouvernement notre détermination à faire respecter le droit au travail décent pour tous. Y compris ceux qui n'ont pas eu la chance de naître au bon endroit.*

## Nous continuerons à lutter :

## Contre la division entre travailleurs

Combien de patrons qui "respectent les lois", tentent de diviser les travailleurs entre eux, CDI contre CDD, travailleurs des petites entreprises contre ceux des grands groupes industriels, jeunes travailleurs précaires contre travailleurs titulaires, vieux contre moins vieux, chômeurs contre travailleurs à temps partiel, travailleurs étrangers contre travailleurs français, « bons » migrants fruits de la guerre, ou des persécutions dignes d'être accueillis, contre « mauvais » migrants, ceux qui ne fuient « que » la misère...

## Nous continuerons à lutter :
## Pour reconnaître aux migrants la légitimité de leurs raisons de migrer

Aujourd'hui , plus que jamais :
- Nous voulons porter les raisons de ces migrants qui ont fui la guerre qui détruit des peuples, des familles, des enfants...ou les persécutions, tout ça pour que les grands groupes capitalistes se partagent les fruits du pétrole, du minerai d'uranium et pour que des dictateurs sanglants ou des groupes totalitaires maintiennent leur pouvoir et celui de leur clique...
- Nous voulons porter les raisons des migrants qui ont fui la misère orchestrée par des Total, Bolloré et Aréva !... les mêmes qui en Europe détruisent les entreprises au seul but de donner plus à leurs actionnaires.
- Nous voulons porter les raisons des migrants qui ont fui le dérèglement climatique, conséquence directe des choix économiques des pays riches.

## Nous continuerons à lutter :
## Pour assurer aux migrants le droit de vivre décemment

Il nous appartient de les **défendre comme travailleurs** qui ont une famille à nourrir. Travailleurs auprès de qui nous travaillons parfois sans savoir qu'ils sont surexploités.

Faisons nôtre la déclaration de la **Confédération Européenne des syndicats (CES) « pour soutenir l'inclusion des réfugiés et des migrants sur le marché du travail »** et qui **condamne cet accord honteux entre l'Union Européenne et la Turquie** qui veut construire des murs et rejette l'intégration aux oubliettes. « *Ce ne sont pas seulement leurs obligations légales à l'égard des réfugiés que les leaders européens refusent d'assumer mais aussi leurs obligations à l'égard des travailleurs européens.* » Nous affirmons que c'est aussi un refus d'assumer leurs obligations à l'égard des travailleurs du monde.
Pour reprendre les mots de Luca Visentini, Secrétaire général de la Confédération Européenne des syndicats (CES) l'accord de l'UE avec la Turquie est « *une tentative hypocrite de contourner des obligations internationales* ».

## Nous continuerons à lutter:
## pour inverser les politiques à contre-sens

Nous demandons au futur gouvernement d'accorder le droit au travail pour tous les demandeurs d'asile afin d'éviter **de créer comme cela a été fait les conditions pour que se développe le « travail au noir ».**
**Dans les lycées, les universités de notre département, des jeunes risquent d'être renvoyés** dans le pays qu'ils ont fui, pays où leurs familles ont été décimées par la guerre, les persécutions, la mafia ou la faim.
Ils ont appris dans nos écoles ! Ils s'y sont intégrés ! Ils ont acquis des compétences professionnelles dans notre système scolaire qu'ils sont prêts à mettre au service de notre pays. Ils nous offrent leur richesse humaine, leur énergie, leur créativité, leur jeunesse.
Pour satisfaire les réactions xénophobes ils ont été sacrifiés et on a fait peu de cas de l'argent investi dans leur formation. **Il est inadmissible qu'ils se voient subitement rejetés et obligés de retourner dans un pays où ils seront méprisés, voire en danger.** Est-ce ça respecter leur personne ? **Nous voulons que ça change, restons** à leurs côtés, solidaires et attentifs !

**Nous demandons au nouveau gouvernement de changer ces lois qui les discriminent,** pour qu'ils puissent étudier et vivre au grand jour, ici... parce que la diversité économique, culturelle, humaine est une richesse.
Rappelons que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclame que "Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Et que toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays."
Il est des circonstances où la solidarité n'est pas une option mais une obligation morale. **Quand la loi aboutit à de telles situations, elle doit changer !**

## Nous continuerons à lutter :
## Pour une défense des droits de tous

Nous appelons toutes celles et tous ceux, jeunes sans papiers, enseignants, personnels d'éducation, parents d'élèves, élèves et étudiants, juristes et avocats, mais aussi organisations syndicales, associations, partis attachés à combattre cette injustice **à continuer à agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrit leur vie et à entrer en contact avec nous RESF 65.**

La France a besoin d'une politique des migrations responsable et respectueuse, il est du devoir de la République de lutter contre les réseaux mafieux qui organisent les trafics humains, mais il est également de notre devoir collectif d'accueillir dignement les étrangers qui sont sur notre sol, et de reconnaître la richesse et la force qu'ils représentent pour notre identité commune.

C'est pourquoi nous ne pouvons qu'appeler à **refuser dans les urnes la radicalisation des politiques de non-accueil proposée par la candidate Marine Le Pen** : une politique de division accrue des travailleurs et de recul de leurs droits.

Pour un accueil digne des exilés. Pour la reconnaissance et le respect du travail des salariés migrants.

## Exigeons du futur gouvernement la régularisation des travailleurs sans papiers !

## Exigeons la régularisation des étudiants en situation irrégulière !

**Contact RESF65 :**

Permanence tous les lundi à 18h, 7 rue André-Breyer ancienne école Jules-Ferry à Tarbes.

Tél. : 06 52 37 60 01

resf65@no-log.org

@resf65

**Informations sur les sites :**

http://www.educationsansfrontieres.org/rubrique244.html

https://fr-fr.facebook.com/RESF65

http://quinzainedesmigrants.fr

*RESF 65 est composé d'associations : Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Association des élus communistes et Républicains (ADECR), ATTAC, Cimade 65, Conseil départemental Saint Vincent de Paul, Fédération des Œuvres Laïques (FOL), Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE), La Pastorale des Migrants, Les Francas, Les Pupilles de l'Enseignement Public (PEP), Récup'actions 65, Ligue des Droits de l'Homme,*
*des syndicats : FSU, Confédération Paysanne, CFDT, CGT, Solidaires, de partis politiques : Europe Écologie-Les Verts, Front de Gauche (PCF, PG, Ensemble), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), PS, PRG,*
*ainsi que de citoyen-ne-s à titre individuel.*